














Atelier de la concurrence DGCCRF

2 octobre 2019

CRA Charles River
Associates

Laurent Flochel

Traitement des préoccupations de concurrence

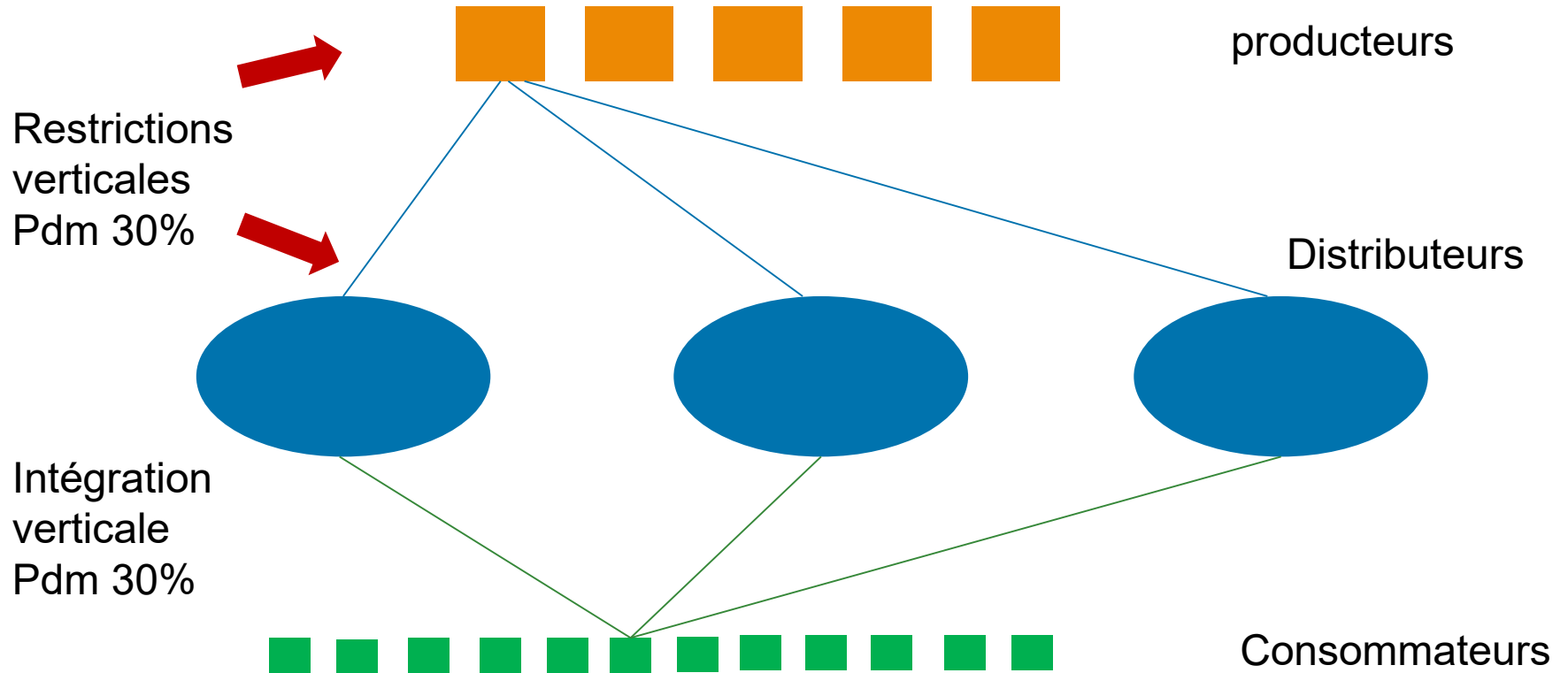
Réseau contractuel		Réseau intégré	
Acheteur revendeur	Agent		
Contrôle ex post (restrictions verticales)	(pas 101 §1)	Contrôle ex ante (intégration verticale)	
Prix (RPM, MFN) 	RPM 	Prix (double marginalisation) 	
Exclusivités territoire marque  	Exclusivités territoire marque 	Exclusivités amont (accès à une ressource rare)  avale (accès au marché)	
Geoblocking  	Geoblocking 	Geoblocking 	
Safe harbour Pdm 30% amont et aval (pdm calculée sur le marché à l'achat) 		Safe harbour Pdm 30% amont et aval (pdm calculée sur le marché aval) 	

Geoblocking

- Règlement européen du 28 février 2018 qui fait suite a enquête sectorielle de la DG Commerce lancée en 2015
- 63% des sites marchands faisaient du geoblocking
- Peut être assimilée à une **restriction de ventes passives** dans le cas où elle résulte d'un accord vertical. Non adressable par restrictions verticales si décision unilatérale du fournisseur ou du distributeur
- Restriction territoriale qui n'est pas vraiment une exclusivité puisqu'il n'y a pas nécessairement d'exclusivité territoriale donnée à un distributeur
- Le règlement interdit le geoblocking et des conditions générales d'accès aux biens ou services différentes en fonction de la nationalité ou du lieu de résidence ou d'établissement des clients
- Règlement ne s'applique pas aux relations entre fournisseurs et distributeurs ou grossistes (restrictions sur ventes actives) mais prévaut sur exemption éventuelle sur ventes passives (article 6)

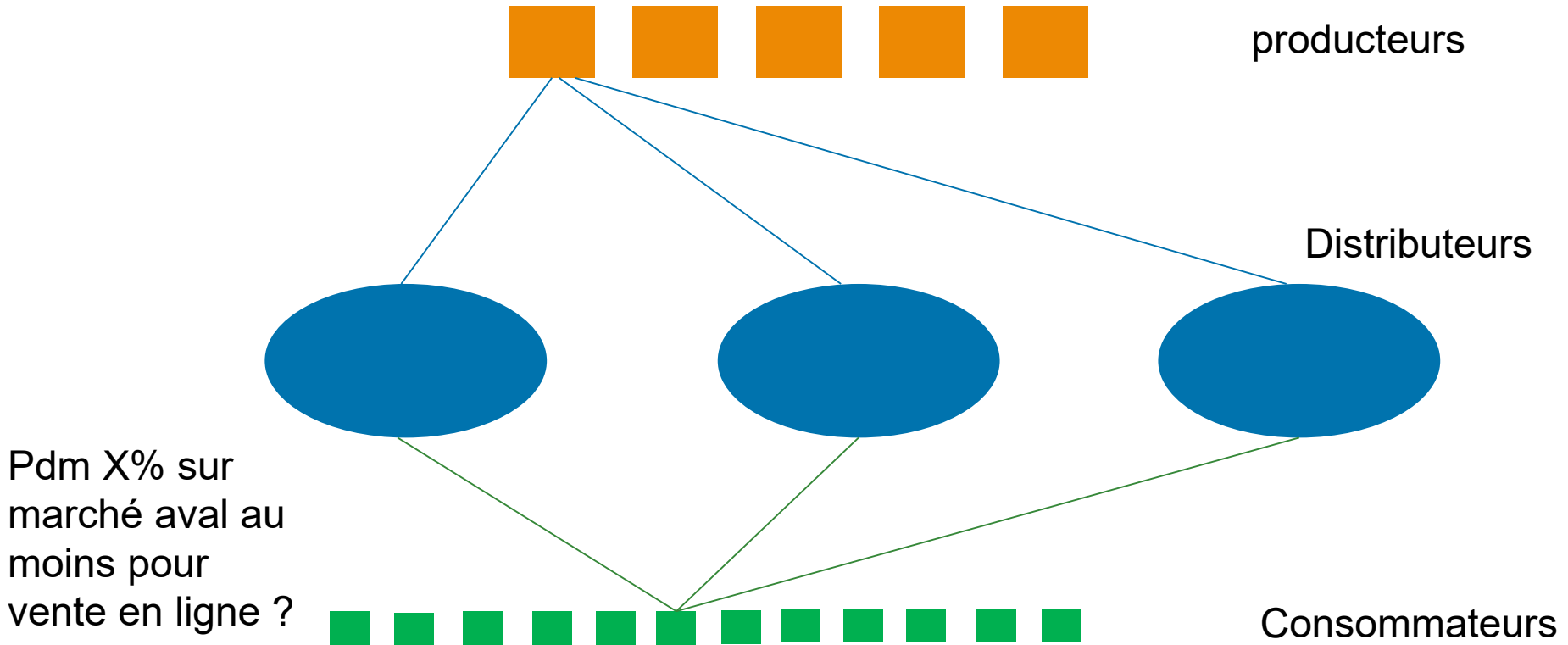
Critère de safe harbour

Critères actuels



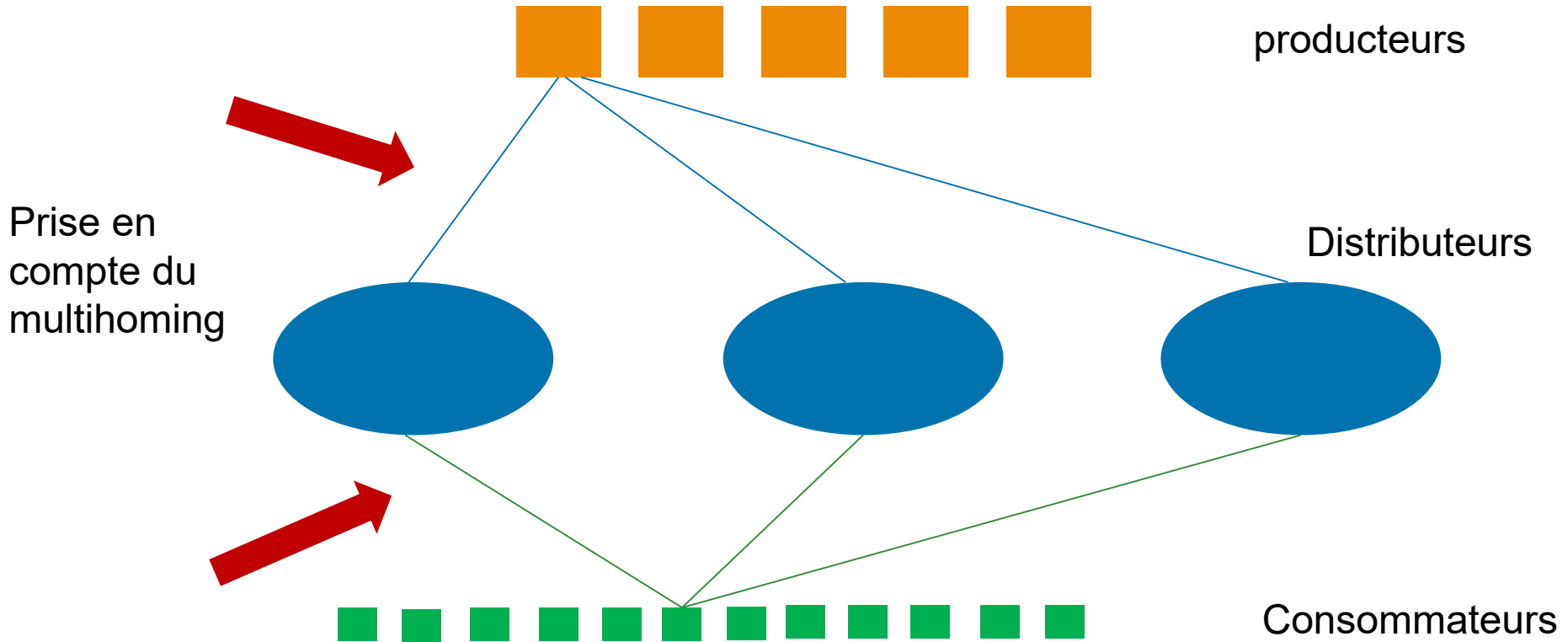
Critère de safe harbour

Adaptations possibles de ces critères



Critère de safe harbour

Adaptations possibles de ces critères



Adaptation du règlement d'exemption pour prise en compte du e-commerce

- Adaptation du RPM ?
 - Statut d'agent des plateformes
 - Risque de free riding plus grand du fait du développement du e-commerce, surtout vis-à-vis du réseau physique ?
 - Solutions alternatives :
 - Exclusivités
 - Rémunération de prestation de services pour promotion du produit (si faisable)
 - Dual pricing (possible ssi pas d'arbitrage possible)